Dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

du 3 au 10 décembre 2026

Je vote CGT aux élections professionnelles

Défense des services publics et des statuts

La CGT défend le Service public national d'Enseignement supérieur et de Recherche gratuit, laïque et émancipateur. Elle porte, dans les luttes comme au ministère, les revendications élaborées avec les collègues et conformes à ses valeurs :

- Stoppons la politique de financement par projet et l'étranglement budgétaire du service public, et obtenons un financement d'État à la hauteur des enjeux et pérenne pour la recherche et pour l'enseignement.
- Créons massivement des postes de fonctionnaires à hauteur des besoins, pour toutes les catégories et tous les établissements publics, car le statut de fonctionnaire est protecteur autant pour les agent·es que pour les usager·es.
- Ouvrons des universités pour accueillir tou·tes les étudiant·es, sans autre sélection que la détention du baccalauréat.
- Défendons la gratuité de l'enseignement supérieur public pour tou·tes les étudiant·es, français·es ou étranger·es.
- Donnons aux CROUS les moyens de loger et de nourrir tou·tes les étudiant·es.
- Arrêtons la privatisation de l'enseignement supérieur et redonnons leur caractère national aux diplômes (contre tous les diplômes d'université et autres bachelors)
- Renforçons les organismes de recherche et leurs prérogatives, notamment leur capacité de pilotage au niveau national, avec un maillage sur tout le territoire et en coopération avec les universités.
- Arrêtons les restructurations des établissements brutales, destructrices, perpétuelles et sans jamais aucun bilan.

CSA ministériel MESR

Liste présentée par la FERC CGT

affiliée à la Confédération Générale du Travail (CGT)

1	Mme	**BEY Frédérique**	Ingénieure d'études	Université de Lorraine	Nancy (54)
2	M.	**DEGHAYE Thomas**	Secrétaire d'administration	Université de Lille	Lille (59)
3	Mme	**KLEIN Lorena**	Ingénieure de recherche	CNRS	Paris (75)
4	M.	**MARTIN Vincent**	Maître de conférences	UTC	Compiègne (60)
5	Mme	**DUSSERT Christelle**	Ingénieure d'études	INSERM	Bordeaux (33)
6	M.	**LAOUAR Khaled**	Ingénieur d'études	CROUS	Créteil (94)
7	Mme	**LANGEN Solveig**	Bibas	Sorbonne Université	Paris (75)
8	M.	**HERAULT Frederic**	Ingénieur d'études	INRAE	Rennes (35)
9	Mme	**TAUSSAC Anouk**	Contractuelle doctorante	Université Paris Cité	Paris (75)
10	Mme	**BORNE Camille**	Assistante ingénieure	ENS Lyon	Lyon (69)
11	M.	**MARES Alexandre**	PRAG	Aix-Marseille Université	Marseille (13)
12	Mme	**SAIDOUNE Samira**	Contractuelle Enseignante	Université Grenoble Alpes	Grenoble (38)
13	M.	**NADIN Grégoire**	Directeur de recherche	CNRS	Orléans (45)
14	Mme	**BISMUTH Johanna**	Ingénieure d'études	ENSCM Montpellier	Montpellier (34)
15	M.	**PIRON Christophe**	Technicien	CROUS	Le Mans (72)
16	Mme	**PAPPA Anna**	Professeure des universités	Université Paris 8 - Vincennes	Saint Denis (93)
17	M.	**MORAIS Joao**	Attaché d'administration	EHESS	Paris (75)
18	Mme	**KNAPEN Filipa**	Technicienne	INRAE	Avignon (84)
19	M.	**ROUCHOU Pascal**	Contractuel cat. C	CROUS	Bordeaux (33)
20	Mme	**HUMBERT Nathalie**	Assistante ingénieure	Université de Reims - URCA	Reims (51)
21	M.	**BAGHDAD Pierre**	Contractuel Doctorant	Université Paris Nanterre	Nanterre (92)
22	Mme	**SULPICE Oriane**	Maîtresse de conférences	Université Lumière Lyon 2	Lyon (69)
23	M.	**PAU Marc-Elie**	Contractuel cat. B	Université de Bretagne Occid.	Brest (29)
24	Mme	**FRAK Elzbieta**	Chargée de recherche	INRAE	Lusignan (86)
25	M.	**BARTHELEMY Antoine**	Conservateur	Université Bordeaux Montaigne	Bordeaux (33)
26	Mme	**ZOUIOUIECH Agathe**	Ingénieure d'études	INSERM	Strasbourg (67)
27	Mme	**PARROT Fiona**	Magasinière	CNAM	Paris (75)
28	M.	**POUPET François**	PRCE	Nantes université	La Roche Sur Yon (85)
29	Mme	**THEBAULT Christel**	Bibas	Université Toulouse Capitole	Toulouse (31)
30	M.	**BOUMIER Patrick**	Directeur de recherche	CNRS	Orsay (91)

	POUR	CONTRE
STATUT	> **pour** le maintien, la défense et l'amélioration du statut général des fonctionnaires pour tous les personnels	> contre le détricotage des statuts
PRÉCARITÉ	> **pour** la titularisation des dizaines de milliers de non-titulaires sur fonctions pérennes, sans condition de concours ni de nationalité > **pour** la contractualisation de tous les doctorant·es avec un salaire à la hauteur de leur qualification (bac +5), dès lors que la thèse est l'emploi principal > **pour** la réévaluation des heures de vacation au niveau de leur qualification	> contre la précarité institutionnelle > contre les nouveaux contrats à durée déterminée qui minent le statut : CDI de mission scientifique, chaires de professeur junior, CDD de projets.
TRAITEMENT	> **pour** l'indexation du point d'indice et des salaires des contractuel·es sur l'augmentation du coût de la vie, et sa revalorisation immédiate > **pour** un calcul de la rémunération des contractuel·les fondé sur la grille statutaire avec indice de référence	> contre le surgel du point d'indice à -32%.
PRIME	> **pour** des indemnités revalorisées et identiques par corps et grades et leur intégration dans le traitement	> contre toutes les formes de rémunération au mérite (RIFSEEP, RIPEC) qui individualisent les salaires et montent des collègues les uns contre les autres.
RETRAITE	> **pour** le maintien des régimes de retraite des fonctionnaires (Code des pensions) en particulier le calcul sur les 6 derniers mois, avec le retour à la retraite à 60 ans avec 37,5 annuités, sans décote	> contre tout allongement de l'âge de départ ou de la durée de cotisation.
ÉGALITÉ FEMME / HOMME	> **pour** l'égalité salariale et de déroulement de carrière > **pour** une obligation de formation aux biais de genre, aux VSS et aux discriminations en direction des encadrant·es et des membres des instances disciplinaires et des commissions d'enquête.	> contre les violences sexistes et sexuelles, contre les discriminations.
LIBERTÉS ACADÉMIQUES	> **pour** les libertés académiques (réunion, contestation, expression…) > **pour** le respect des franchises universitaires	> contre la répression, les interdictions de conférences, les amendes forfaitaires, l'ingérence des ministres > contre les ZRR
FINANCEMENT DE L'ESR	> **pour** la création de postes de titulaires > **pour** une véritable politique de financement de la recherche > **pour** des crédits récurrents aux laboratoires > **pour** des moyens pour accueillir dignement tou·tes les étudiant·es	> contre les COMP100% et autres Key-labs > contre le financement par appel à projets (à réserver aux grandes actions nécessairement mutualisées du fait de leur taille (spatial, grand équipement…)). > contre les aides publiques à l'ESR privé
LOCAUX	> **pour** la rénovation et la construction de locaux, pour l'augmentation des moyens humains et financiers	> contre l'open-space et les flex-offices
TÉLÉTRAVAIL	> **pour** l'accès de droit au télétravail sur la base du volontariat avec les moyens afférents, en conciliant le droit au télétravail et la cohésion des collectifs	> contre le flicage sans limite du télétravail, contre la suppression du poste de travail individuel et contre l'open space > contre le télétravail pour contourner la grève
SANTÉ AU TRAVAIL	> **pour** le respect de l'obligation des employeurs de garantir notre santé et notre sécurité, pour des moyens accordés à la médecine de prévention, le respect des prérogatives des instances dédiées	> contre les restructurations, le management nocif et toute forme de discrimination > contre la disparition des CHSCT, véritables instances consacrées au travail et à la santé > contre l'organisation pathogène du travail
ACTION SOCIALE	> **pour** une action sociale financée à hauteur de 1% de la masse salariale et gérée par vos élu·es	> contre la baisse continue des budgets alloués à l'action sociale
VIE ÉTUDIANTE	> **pour** des moyens et des postes pour financer le repas à 1 € dans les CROUS > **pour** l'augmentation des bourses et pour l'allocation étudiant·e > **pour** un enseignement supérieur gratuit, accessible à toutes et tous	> contre la sélection à l'entrée de l'université > contre l'augmentation des frais à l'université pour tous > contre les droits différenciés pour les étudiant·es hors UE > contre l'obligation faite aux étudiant·es de travailler pour financer leurs études

POUR DÉFENDRE MES DROITS ET LE SERVICE PUBLIC,

#JE VOTE CGT

ET JE FAIS VOTER CGT !

Je vote CGT du 3 au 10 dec. 2026

aux élections professionnelles de la fonction publique